



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTÉ DE CONSIGNATION

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de la Protection
de la Nature et de
l'Environnement

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU le code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L.514.1-I-1^o,

VU le décret n 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application,

VU l'arrêté préfectoral du 12 mai 2005 mettant en demeure la société DUCAMIN Frères de produire, sous 3 mois, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site implanté à Andernos : 7, rue Bernard Palissy,

VU les lettres en date du 25 avril 2005, 23 juin 2006 et 8 août 2006 par lesquelles le Service d'Inspection des Installations Classées et le Préfet ont demandé à la société DUCAMIN Frères d'adresser l'ensemble des éléments constitutifs d'un mémoire de cessation d'activité,

VU la lettre transmise par la société DUCAMIN Frères en vue de déclarer la cessation définitive des activités de traitement de bois sur son site d'Andernos,

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 21 décembre 2006,

VU le procès-verbal dressé par le Service d'Inspection des Installations Classées le 21 décembre 2006 pour infraction aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 12 mai 2005,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisé et qu'il y a lieu, compte-tenu des activités de traitement du bois précédemment exercées de réaliser un diagnostic environnemental du site,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

=====

Article 1 : champ de la consignation :

La Société DUCAMIN Frères est tenue de déposer entre les mains d'un comptable public la somme de 10 000 euros correspondant au montant de la fourniture d'un mémoire sur la remise en état du site à effectuer.

Article 2 : levée de la consignation :

La consignation sera levée et les sommes correspondantes restituées sur fourniture, par l'exploitant, du mémoire de cessation d'activité tel que demandé par l'arrêté de mise en demeure du 12 mai 2005.

Article 3 : Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Bordeaux par l'exploitant dans un délai de 2 mois à dater de sa notification.

Article 4 : Information des tiers et exécution :

- le Secrétaire Général,
- le Sous-Préfet du Bassin d'Arcachon,
- le Maire d'Andernos,
- le Trésorier Payeur Général,
- l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Industrie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à la société DUCAMIN Frères.

Fait à Bordeaux, le **29 DEC. 2006**

LE PREFET,

~~Pour le Préfet,~~
~~Le Secrétaire Général~~

François PENY